



Déclaration liminaire au Comité Technique de Réseau du 29 mars 2017

Monsieur le Président du CTR ,
Mesdames , Messieurs les membres du CTR ,

L'année 2016 a été particulièrement riche en événements pour les agents de l'INSEE avec l'accélération de la réforme territoriale, la nouvelle organisation des fonctions financières, le nouveau statut des attachés, la modification de la circulaire NCEE, l'annonce du prochain réajustement de l'indemnité mensuelle de technicité, l'adhésion au RIFSEEP pour les agents de catégorie C, et la mise en œuvre du protocole PPCR, ...

L'année 2017 quant à elle, nous a fait entrer dans une période électorale et, encore une fois, nous, fonctionnaires ne sommes et ne serons pas épargnés par la critique des politiques de tous bords avec le risque de voir nos missions en pâtir.

Certes, cette instance n'est pas une tribune politique, mais il est bon de rappeler, qu'à chaque échéance électorale, nos chiffres sont souvent mis en doute par nos politiques. C'est pourquoi nous espérons que, cette fois, l'indépendance de notre institut continuera d'être défendue clairement et fortement, si besoin en était, par notre Direction.

Les élus CFDT et CFTC, ne veulent pas que cette période électorale occulte ou retarde les dossiers en cours, notamment :

- le classement du Tripode en site amianté
- la mise en œuvre du télétravail à l'Insee alors qu'il est pratiqué depuis 7 ans par nos collègues de Centrale
- le traitement des dossiers ASA ZUS
- le plan d'accompagnement RH de la réforme territoriale
- la refonte des dispositifs de reconnaissance des différentes catégories ainsi que la refonte des concours
- la publication du décret sur la progression de carrière sur deux grades
- la préparation des élections professionnelles de 2018

D'autant que nous avons pu constater que la Direction de l'Insee a su, dans un passé très récent, nous montrer qu'elle était capable de faire avancer des dossiers rapidement : la réforme territoriale en est un bel exemple. .

Concernant l'adhésion au RIFSEEP mise au vote par la Direction, les élus rappellent leur opposition à tout régime indemnitaire basé sur le mérite et dont le calcul est totalement occulte.

En 2016, en prévision du passage au RIFSEEP et sous prétexte de maintenir l'alignement avec le SG du Minéfi, la Direction de l'Insee a été la seule à abaisser l'ACF des agents de catégorie A, B et C à chaque augmentation du salaire brut, pour maintenir la somme IFTS+ PR+ ACF au niveau du futur IFSE.

Pour tous les agents de l'Insee cela a représenté un manque à gagner non négligeable en cumul.

En adhérant au RIFSEEP en novembre 2016, les agents de catégorie C de l'Insee n'ont pas pu voir ce manque à gagner.

Ce nouveau régime pose également des difficultés dans la mise en paiement d'autres indemnités .

Avec leur adhésion au RIFSEEP en mars 2016, les agents d'administration centrale en poste à l'Insee ont vu leur prime de supervision de la campagne 2015 et leur indemnité d'accompagnement enquêteurs bloquées. Les élus vous ont alerté à plusieurs reprises sur ses situations. Nous vous demandons une résolution de ses situations, d'autant que la campagne 2016 s'est achevée.

La circulaire est à nouveau mise au vote pour améliorer la rémunération des enquêteurs. La proposition de la Direction est loin de correspondre aux demandes des élus

Nous acceptons tout l'argent que le ministère accorde pour 2017 et nous demandons la poursuite des négociations pour revaloriser la rémunération des enquêteurs dès l'arrivée du prochain gouvernement.

Pour en terminer,

Avec la nouvelle organisation concernant la gestion des frais de déplacement, un effort constructif de communication envers les agents est à mettre en place et à maintenir.

En effet, pour certains agents qui ne sont pas habituellement amenés à se déplacer dans le cadre de leurs missions ou qui sont nouvellement arrivés, cette gestion à distance est pénalisante..

Le déploiement de Pilot en DR s'est fait par un message laconique qui nous indiquait le lien pour ouvrir l'application et quelques lignes dans l'intranet.

Où sont les promesses faites en GT sur l'information prévue aux agents concernant ces basculements ?

Nous vous demandons de bien vouloir prendre en compte l'ensemble de nos revendications et de les traduire par des engagements clairs